

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 145 (2000)
Heft: 10

Artikel: Voyage d'étude de la SSO en Bosnie-Herzégovine
Autor: Hacker, Edgar
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-346066>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 18.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Voyage d'étude de la SSO en Bosnie-Herzégovine

Grâce à l'intervention du divisionnaire Louis Geiger et sous sa conduite, une trentaine d'officiers suisses, membres de la SSO, ont pu se rendre en Bosnie-Herzégovine au mois de mai de cette année, afin d'étudier sur place l'application des accords de Dayton et l'évolution de ce pays, moins de cinq ans après la fin d'une terrible guerre civile et inter-ethnique.

■ **Major Edgar Hacker**

L'Etat, le conflit

Depuis les accords de Dayton, ce pays est appelé « Bosna i Hercegovina », une démocratie parlementaire qui ne porte plus le titre de république. Particularité à souligner, cet Etat comprend deux entités administratives distinctes : la « Fédération de Bosnie-Herzégovine » comprenant des Bosniaques/musulmans et des Croates/catholiques (51% du territoire) et la « Republika Srpska » comprenant des Serbes/orthodoxes (49% du territoire).

La Bosnie-Herzégovine a une assemblée bicamérale respectant une répartition des sièges entre les différentes ethnies. Le Gouvernement central de la Bosnie-Herzégovine, avec siège à Sarajevo, a pour responsabilité première les affaires étrangères, alors que chacune des deux entités administratives précitées s'occupe de la défense, des affaires internes, de la justice, des finances, de l'énergie et des communications, du commerce et de la culture, de la santé et des réfugiés. Au niveau de la Fédération, il est même prévu de placer obliga-

toirement quatre ministères à Mostar. On voit bien la nécessité de tenir compte de la répartition ethnique, politique et géographique, afin de conserver un équilibre et d'éviter ainsi les heurts.

Conséquence directe, d'abord de la mort de Tito, mais également de la chute du communisme, l'instabilité politique s'installe en Yougoslavie. Après l'accession à l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie, il y a en Bosnie, dès décembre 1991, des affrontements armés entre Musulmans souhaitant l'indépendance, Croates favorables au rattachement à la Croatie et Serbes voulant le maintien dans la Fédération yougoslave.

L'indépendance de la Bosnie-Herzégovine est proclamée en mars 1992, ce qui provoque immédiatement le début de la guerre et la proclamation d'une République serbe. Durs combats entre les trois ethnies... En 1993, guerre entre Musulmans et Croates, anciens alliés. Mars 1994, accord sur le projet d'une Fédération croato-musulmane de Bosnie-Herzégovine et poursuite de la guerre contre les Serbes qui cèdent du terrain. Novembre 1995, accords de paix de Dayton. Fin de la

guerre. Bilan 1991 – 1995 : environ 250000 morts et plus de 2 millions de réfugiés ou de personnes déplacées.

Sarajevo porte encore de très nombreuses traces de la guerre : impacts de balles et d'obus, immeubles écroulés, ruines avec des ouvertures béantes, maisons dont seuls les murs et les cheminées sont encore debout, stèles et tombes dans les parcs publics. En revanche, la circulation incessante du tram, symbole de Sarajevo, des constructions neuves, des maisons réparées, des façades et des enseignes repeintes, la zone piétonne remplie de monde montrent que la vie a repris son cours et que les habitants travaillent à leur avenir. Ailleurs dans le pays, on est frappé par les dizaines, voire les centaines de fermes et de maisons familiales détruites ou endommagées, dont la reconstruction n'a pas encore commencé. Problèmes de mines ?

L'armée de la Fédération de Bosnie-Herzégovine (ABIH)

C'est à Sarajevo que nous avons eu un contact avec le commandement de l'armée de la Fédération de Bosnie-Herzégovine.



Le groupe suisse devant le pont turc détruit à Mostar, entourant l'attaché de défense autrichien, le lieutenant-colonel Rapatz, qui fut un excellent guide et historien militaire.

vine qui a compté jusqu'à 250000 hommes pendant la guerre. Cette armée a une composante musulmane (3 corps d'armée et 1 brigade indépendante), ainsi qu'une composante croate (1 corps d'armée et 1 brigade indépendante), auxquelles s'ajoutent 3 Grandes Unités mixtes (brigade de réaction rapide, division d'artillerie, division de DCA) ainsi que des unités logistiques.

Nous avons été bien accueillis par le lieutenant-général Dudakovic, promu le 1er septembre 2000, chef du commandement militaire unifié de la Fédération de Bosnie-Herzégovine. Le chef de l'instruction de cette armée, le général Glasnovic, a fait la Guerre du Golfe avec la Légion étrangère française; c'est un Croate de Bosnie.

Les organigrammes des forces fédérales mentionnent des

corps, des divisions et des brigades. Ce sont des effectifs pour une situation de guerre. Pour beaucoup d'unités, seuls les états-majors existent aujourd'hui; il s'agit toutefois de professionnels bien formés et aguerris. Si, à la fin 1999, l'armée de la Fédération comptait environ 28000 hommes, elle doit, selon les accords de Dayton, encore réduire ses effectifs, cette année et l'année prochaine. La Bosnie-Herzégovine a une des plus jeunes armées d'Europe mais déjà avec une solide expérience de guerre. On nous a dit qu'en Bosnie-Herzégovine, comme en Suisse, chacun a son arme à la maison, mais qu'elle n'est pas enregistrée.

A la caserne de la 2^e brigade de garde près de Mostar, nous avons été reçus par le chef d'état-major du 1^{er} corps (croate), le général de brigade Zapov-

jednik et ses adjoints. Le 1^{er} corps compte 4 brigades mais, ici aussi, les effectifs ont fondu. Le corps entretient de bons contacts avec la Croatie et à même touché des subventions qui, toutefois, semblent avoir été stoppées aujourd'hui.

L'armée de la Republika Srpska (VRS)

L'Etat-major général de l'Armée de la Republika Srpska (RS) se trouve à Bijeljina, non loin de la frontière yougoslave. Un véhicule de la police militaire serbe attend notre car pour lui faciliter le passage. Cette escorte n'est probablement pas inutile, vu les poings levés et les mines renfrognées lors de notre passage; en fait, ils ne sont pas destinés à notre groupe, mais au bus arborant, sur les côtés, son origine de Sarajevo. En Bosnie, afin de ne

pas révéler la provenance des véhicules, les plaques d'immatriculation, en plus des chiffres arabes, ne comportent normalement que des lettres qui sont identiques dans l'alphabet cyrillique et le nôtre. Par ailleurs, en Republika Srpska, tous les panneaux routiers, publicités et autres indications n'utilisent que des caractères cyrilliques.

Le général Samardzic nous présente l'armée de la Republika Srpska, créée le 12 mai 1992. Efficace, fiable et moderne, ayant également compté jusqu'à 250000 hommes pendant la guerre, cette armée a, semble-t-il, bien rempli sa mission consistant à protéger la nation (serbe). Ensuite, elle a assuré les conditions de transition de la guerre à la paix. Elle coopère efficacement avec toutes les organisations internationales en Bosnie-Herzégovine et souhaite la paix et la stabilité dans la région.

Le général parle également de corps et de brigades, tout en précisant que l'effectif actuel est d'environ 12000 hommes, effectif qui sera encore réduit de 15%. En dessous de ce seuil, il ne sera plus possible à l'armée d'assurer sa mission de défense du territoire de la Republika Srpska, la protection de ses intérêts vitaux et l'aide à la population civile en cas de catastrophe. Dans toutes les situations, donc aussi en temps de guerre, l'armée veut respecter les règles du droit de la guerre et du droit humanitaire. L'équipement doit être renouvelé, modernisé, car il date d'avant 1992. Pour le moment la Republika Srpska n'en a pas



Vision très fréquente de maisons détruites. Ici au moins le déminage est en route (au sud de Sarajevo).

les moyens. Il y a des contacts avec des armées étrangères pour la formation d'officiers à l'étranger, par exemple avec l'Allemagne et la Grande-Bretagne. Des officiers sont aussi formés en Yougoslavie, qui dispose des crédits nécessaires à cet effet. L'armée de la Republika Srpska est ouverte à d'autres possibilités.

Une armée unique en Bosnie (Fédération de Bosnie-Herzégovine et Republika Srpska) n'est pas envisageable à court terme. Le manque de volonté paraît flagrant; chaque entité combattra alors l'autre. Actuellement, seuls les généraux, avec leur escorte, sont autorisés à pénétrer dans le territoire d'une autre entité ethnique. La réconciliation prendra encore du temps...

SFOR, «Eagle Base»

La *Stabilization Force* en Bosnie-Herzégovine (SFOR) est répartie en trois secteurs com-

prenant chacun une division multinationale *MND*: au Nord sous commandement américain, au Sud-Ouest britannique, au Sud-Est français.

Le secteur de la *MND North* (*Task-Force «Eagle»*) est aussi grand que le Kosovo, à cheval sur la Republika Srpska et la Fédération de Bosnie-Herzégovine. Elle comprend des éléments de la 49^e division blindée de la *Texas Army National Guard* (composée essentiellement de réservistes) et de l'aviation, une brigade russe, un bataillon turc et un *Nordpol Battle Group* (Scandinavie, Pologne). Les troupes (environ 6900 hommes) sont réparties dans une douzaine de bases. Le PC se trouve à l'«Eagle Base» près de Tuzla, avec l'organisation-type de toute base américaine.

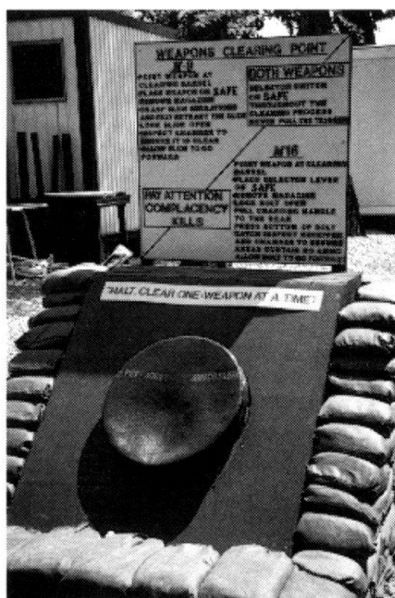
Ce qui frappe, c'est que chacun se déplace en permanence avec son arme personnelle, à travers tout le camp, y compris à la cantine et au PX. A l'en-

trée de chaque bâtiment se trouve une installation où le retrait des cartouches doit obligatoirement être contrôlé. Les militaires ne sortent en principe du camp que pour des missions; les visites à l'extérieur s'effectuent en groupe, chacun portant son arme et, souvent, le gilet pare-balles. Le danger des mines est permanent, même à la base où l'on a découvert et neutralisé 80 mines, dont 3 le jour de notre visite. On réalise comment ces hommes et ces femmes, miliciens pour la plupart, effectuent ici un «service actif» de 6 mois environ.

Aide possible et nécessaire

L'ambassadeur de Suisse en Bosnie, M. Wilhelm Schmid, nous décrit la situation dans laquelle se trouve actuellement le pays, les difficultés auxquelles il doit faire face et l'aide que les autres Etats et organisations peuvent lui apporter. La Suisse peut intervenir au niveau de la formation, notamment dans les domaines de la police et de la justice, de même que dans celui des douanes et de la nouvelle police des frontières. Les missions de l'OSCE concernent surtout le renforcement des institutions de l'Etat et de la société civile, la réconciliation entre groupes ethniques, la reprise économique, le secteur «Santé et constructions», la collaboration avec les forces armées et la mise à disposition d'hommes et de matériel pour les élections et votations.

Si l'on veut un avenir pour ce pays, il faut d'abord, selon



Installation pour le contrôle du retrait des cartouches à l'entrée des différents bâtiments («formel» pour M9 et M16)

notre ambassadeur, résoudre deux immenses problèmes, celui des disparus et celui des mines. Des milliers de personnes ont été exécutées et enterrées dans des fosses communes, alors que 5-6000 km² sont encore truffés de mines, notamment autour de toutes les localités qui ont été assiégées, ainsi que tous les secteurs où il y a eu des lignes de défense. Jusqu'à maintenant, le plus grand travail de déminage a été fait à l'intérieur des localités et sur les axes.

«Swiss Headquarters Support Unit»

C'est à la demande et sous l'égide de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) que la Suisse a mis à disposition un contingent

de Bérêts jaunes. Ils forment la *Swiss Headquarters Support Unit (SHQSU)*, unité non armée de soutien logistique. En plus du QG à Sarajevo, elle dispose de centres régionaux à Mostar, Tuzla et Banja Luka; les deux premiers ont fermé cet été; le dernier le sera en novembre 2000, celui de Bihac ayant déjà été replié à la fin 1999.

Au profit de l'OSCE, la SHQSU effectue des transports aériens et terrestres (2 avions loués), répare et entretient le parc de véhicules, assure le service postal (tri postal à Lyss, une fois par semaine), ainsi que les conseil et les soutiens médicaux, éventuellement les évacuations médicales. Lors de notre visite, il y a encore une cinquantaine de Bérêts jaunes. Le profil requis, en plus du volontariat, met l'accent sur les qualifications professionnelles et les connaissances linguistiques. Jusqu'à maintenant, la SHQSU a fait un excellent travail.

Par ses structures, ses spécialistes et ses tâches, l'unité ressemble à une compagnie d'état-major. Le camp suisse pourrait vivre en autarcie. C'est un village de containers blancs superposés, avec une halle de réparation pour véhicules et un mess avec salle de *briefing*. La réserve d'eau est contenue dans un «bassin de compensation» de nos troupes de sauvetage (35 m³). Lors de notre visite, la SHQSU est sous le commandement du lieutenant colonel EMG Bruno Häberli. L'engagement de cette unité en Bosnie prendra fin définitivement le 31

décembre 2000, avec la transmission du flambeau aux civils.

UNHCR

M. Werner Blatter est chef de mission en Bosnie-Herzégovine du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR). Le travail est immense. Durant la guerre de 1992 à 1995, environ 40% de la population a été déracinée. A la fin du conflit, il y avait plus de 2 millions de réfugiés et de personnes déplacées; aujourd'hui, on en compte encore près de 1 million. Le droit de retour pour chacun à son domicile antérieur est prévu dans les accords de Dayton, mais la réalité est bien différente et les obstacles nombreux: habitations encore existantes mais occupées par d'autres réfugiés appartenant à l'ethnie de la région, habitations détruites ou endommagées, minées ou piégées, problèmes d'acceptation dans certaines communes (pas de raccordement d'eau, d'électricité, pas d'accès à l'école, etc.). Le UNHCR fait un travail remarquable. Avec l'aide de l'Union européenne et d'autres

donateurs, des dizaines de milliers de maisons ont déjà été réparées ou reconstruites; quelques milliers de nouvelles maisons ont pu être construites (maison familiale de 3 pièces avec sanitaires pour un coût de 16000 francs suisses). Deux grands problèmes subsistent, qui empêchent le retour des réfugiés: les mines et l'application du droit de propriété.

CICR

M. Balthasar Stählin, chef de la délégation du CICR en Bosnie, nous rappelle que le Comité international de la Croix-Rouge a collaboré avec toutes les forces en présence et a enregistré plus de 30000 prisonniers et transmis 8 millions de messages. Dans la phase actuelle, il recherche les disparus, visite les détenus, fait prendre conscience du problème des mines, assure l'assistance, ainsi que la promotion des règles et des valeurs humanitaires. Il y a encore près de 20000 familles qui recherchent leurs proches, sans savoir s'ils sont morts ou vivants. 90% des cas concernent des hommes, 75% des Bosniaques musulmans; la proportion entre militaires et civils est de 3 à 2.

Le danger représenté par les mines est permanent. 750000 mines selon le CICR, 1 million selon d'autres sources se trouvent encore dans la nature. Les plans de minage sont quasiment inexistant; les intempéries et l'érosion ont souvent déplacé les mines enfouies par les belligérants. Plus de 100 personnes de la Croix-Rouge travaillent en permanence pour

informer et faire prendre conscience du danger. En 1982, le 80% des victimes étaient des militaires; aujourd'hui, plus de 90% sont des civils, dont des enfants pour la moitié. Chaque mois, il y a 10 à 15 victimes. Un coup d'œil sur la carte des minages en Bosnie montre qu'il reste un travail immense à faire et qu'il y a même eu des accidents de mines à des endroits qui paraissaient absolument sûrs.

Le conflit en Bosnie a été une tragédie d'autant plus cruelle que des populations, qui vivaient en paix et en harmonie, se sont entre-déchirées. Dans cette guerre, il n'y a eu finalement ni vainqueur, ni vaincu, mais uniquement des perdants. Le pays se remet lentement, mais les blessures restent encore très profondes et une réconciliation, si elle devait intervenir, nécessitera vraisemblablement une à deux générations.

Il n'en reste pas moins que le moment est venu d'accélérer encore la reconstruction. Il ne faut pas que ce pays devienne une région d'assistés qui attendent l'aide extérieure; elle doit certes se poursuivre, mais les Bosniaques expatriés devraient aider de toutes leurs forces, y compris en retournant au pays, afin de relancer la construction et l'économie. **L'effort principal devrait être porté sur le déminage**, afin de permettre à ces populations de respirer, de se déplacer, de reconstruire et, finalement, de revivre en retrouvant, si possible, une vraie paix, sans la présence, aujourd'hui encore nécessaire, de troupes étrangères.



Les combats de rue ont fait rage. Secteur de Sarajevo.